

Cline, William R. *International Debt and the Stability of the World Economy*. Washington (D.C.), The Institute for International Economics, Coll. « Policy Analysis in International Economics », no 4, Septembre 1984, 134 p.;

Cline, William R. « *Reciprocity* » : *A New Approach to World Trade Policy?* Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analysis in International Economics », no 2, 1982, 45 p.

Frank Davidson

Volume 16, numéro 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701852ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701852ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Davidson, F. (1985). Compte rendu de [Cline, William R. *International Debt and the Stability of the World Economy*. Washington (D.C.), The Institute for International Economics, Coll. « Policy Analysis in International Economics », no 4, Septembre 1984, 134 p.; / Cline, William R. « *Reciprocity* » : *A New Approach to World Trade Policy?* Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analysis in International Economics », no 2, 1982, 45 p.] *Études internationales*, 16(2), 427–429. <https://doi.org/10.7202/701852ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1985

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

CLINE, William R. *International Debt and the Stability of the World Economy*. Washington (D.C.), The Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », n° 4, septembre 1984, 134 p. « *Reciprocity* » : A New Approach to World Trade Policy? Washington (D.C.), Institute for International Economics, Coll. « Policy Analyses in International Economics », n° 2, 1982, 45 p.

Du point de vue de l'endettement mondial, pourrait-on penser, nous avons tout de même évité le pire en 1984. Le niveau du dollar américain et des taux d'intérêts réels restait, il est vrai, vertigineux. Mais en janvier 1984 le Brésil obtient un prêt de \$6,5 milliards de quelques 600 banques étrangères. En septembre les banques rééchelonnent \$48,5 milliards de dette publique mexicaine aussi bien que \$20,75 milliards de dette extérieure vénézuélienne, et un accord de principe entre le Fonds monétaire international et l'Argentine, dont la solvabilité était douteuse depuis la guerre des Malouines, offre à peu près \$1,6 milliard en crédit-relais du Fonds aurait approuvé un plan qui permettrait aux banques créditrices de consentir à l'Argentine \$4,2 milliards de nouveaux crédits; sur \$16 milliards de dettes existantes on accorderait à ce pays un sursis jusqu'à douze ans. Au moment de l'accord de principe Argentine-FMI « un des experts les plus importants en matière des dettes du Tiers-Monde, M. William Cline » aurait déjà déclaré, d'après un journaliste, qu'une crise avait été désamorcée.

Mais en 1985 l'étude de Cline sur la dette internationale et l'équilibre économique mondial a perdu peu de son intérêt primordial. C'est sans doute en promesses déflationnistes que M. Alfonsín, le président argentin, a dû payer l'assentiment du Fonds. Malgré le palliatif argentin, le problème de l'endettement resterait préoccupant, aurait ajouté Cline en septembre dernier. Et son étude de l'endettement souligne que les obstacles à l'exportation

maintenus ou augmentés par les pays nantis représentent une partie du problème. Or la « réciprocité » à laquelle il consacre une étude plus brève est un aspect – « opaque », euphémique ou hypocrite – de la menace d'un protectionnisme intensifié du côté des États-Unis. (Dans tous les pays le protectionnisme sait se parer de bien des déguisements: voyez les « associations de libre-échange » et la théorie du taux effectif de protection ou en général de l'optimum second, c'est-à-dire du moindre mal).

International Debt and the Stability of the World Economy, qui résume un ouvrage de Cline plus érudit: *International Debt: Systemic Risk and Policy Response*, est en lui-même un excellent rapport. Le premier chapitre décrit et analyse les origines du problème (les tendances de l'endettement, les cours du pétrole, les taux d'intérêt et la récession internationale, les politiques intérieures des pays débiteurs et les caprices psychologiques des marchés de crédit mondiaux). Le deuxième chapitre considère la vulnérabilité économique du monde industrialisé aux incertitudes financières des pays en voie de développement et de l'Europe de l'Est, passant en revue après cela les opérations de sauvetage de 1982-1983. Le troisième chapitre, le plus long et intitulé « Perspectives de la dette 1983-1986 », présente un modèle de projection et demande s'il s'agit d'insolvabilité ou seulement de sous-liquidité. Le quatrième chapitre analyse les « prêts involontaires » (accordés par des banques prises au piège, craignant le non-paiement de dettes antérieures), les aspects techniques du rééchelonnement et la question: Dans quelle mesure les emprunteurs ont-ils intérêt à ne pas honorer leurs engagements? Après un chapitre consacré surtout au discernement des institutions bancaires, le sixième confronte les projections et les disponibilités éventuelles, notamment les ressources du FMI, et le septième considère quelques projets de réforme, y compris celui de Peter B. Kenen, de Princeton. Après le huitième chapitre (conclusions sur la politique à suivre) Cline ajoute sept pages de données et notes statistiques.

D'après "Reciprocity": A New Approach to World Trade Policy? ce que les partisans américains récents de la « réciprocité » prônent en réalité ce serait la rétorsion. Les sénateurs Danforth et Heinz et leurs alliés seraient donc loin de préconiser la célèbre politique de « la nation la plus favorisée » que les États-Unis ont tendance à soutenir depuis qu'ils se trouvent être le pays dominant du commerce mondial, ajoute Cline. La clause inconditionnelle NPF, sur laquelle les Américains auraient insisté lors de la création du GATT, mettrait en valeur une réciprocité de concessions, pour ainsi dire marginale. Au contraire la nouvelle thèse s'appliquerait aux balances bilatérales réalisées (celles qui sont défavorables aux États-Unis inutile de le dire). Les États-Unis « brandiraient des menaces de rétorsion » toutes les fois qu'ils décident unilatéralement que la balance courante des changes est « injuste ». Un objectif principal du mouvement de réciprocité serait d'établir de nouveaux débouchés pour les services et l'investissement étranger, qu'en général le GATT ne prend toujours pas en considération. (On sait toutefois que, à l'assemblée du GATT de novembre 1984, les États-Unis ont obtenu que l'organisme étudie le commerce international des services et des produits de haute technologie). Cline suggère qu'en partie les attitudes américaines qu'il critique pourraient être associées à l'insuffisance des théories traditionnelles du commerce international (théorie de Ricardo et de Heckscher-Ohlin, même celle du « cycle des produits »; on serait dans une large mesure à l'époque Linder de la différenciation plutôt arbitraire, du commerce international intra-industriel). Mais selon Cline les adhérents de la pseudo-réciprocité auraient sous-estimé la possibilité et le coût de la contre-rétorsion (aussi bien que le coût intérieur de la protection elle-même).

Ce serait surtout le Japon qui serait avisé. (Comme le prétend paraît-il, le discours belliqueux d'un diplomate économique américain à Tokyo le 21 janvier 1985). Or, malgré les plaintes américaines, la balance japonaise avec les États-Unis serait favorisée plutôt par un dollar surévalué que par la protection (continue) du côté du Japon. Le Brésil et le Mexique seraient, eux aussi, (en 1982 du

moins) probablement en tête de liste pour la pression « réciproque ». Mais à quoi cela servirait-il puisque ces pays dépensent toutes les devises étrangères qu'ils gagnent? D'ailleurs Cline considérerait qu'ils peuvent légitimement invoquer, pour justifier leurs politiques protectionnistes, l'argument des « industries infantiles ».

Dans *International Debt and the Stability of the World Economy* Cline conclut qu'il est « crucial » d'éviter une nouvelle protection, contre les pays en voie de développement, des marchés industrialisés. Et la reprise économique globale est « essentielle »: d'après son modèle de projection le seuil critique de la croissance dans les pays industriels en 1984-1986 serait de 3% par an. En Allemagne, au Royaume-Uni et au Japon des politiques plus expansionnistes seraient souhaitables. Par contre, il faudrait réduire l'énorme déficit du budget américain, ce qui ouvrirait la voie à une politique monétaire permettant une baisse des taux d'intérêt et du change du dollar, donc une influence moins déflationniste sur le reste du monde, en particulier un fardeau moins écrasant pour les PVD.

Cline défend la politique du FMI et souligne l'insuffisance de ses ressources. Essayer de réformer fondamentalement la situation des débiteurs (situation de sous-liquidité plutôt que d'insolvabilité) serait inefficace (par contraste sans doute avec l'opposition aux protectionnistes). À part les incertitudes de la croissance mondiale, l'inconnue la plus sérieuse serait certes la tolérance politique de l'austérité dans les PVD: Henry A. Kissinger nous aurait mis en garde contre l'effondrement des pays débiteurs. Mais (jusqu'en 1983) la réaction aurait été encourageante. Au Mexique, par exemple, les travailleurs se seraient montrés remarquablement coopératifs; au Chili la perturbation politique révélerait peut-être plutôt de la dictature militaire que de l'ajustement économique en lui-même.

Point de vue borné, à la fois trop pessimiste et trop optimiste, diront certains. Il est vrai que les problèmes qu'étudie Cline sont liés intimement à des questions plus larges. Mais la clarté, le réalisme dirais-je personnel-

lement, de ces ouvrages les rendront précieux même aux critiques, de gauche et de droite.

Frank DAVIDSON

*Département d'économie
La Trobe University, Melbourne Australie*

DORAN, Charles F. *Economic Interdependence, Autonomy and Canadian/American Relations*. Halifax (N.E.), Institut de recherches politiques, Coll. « Essays in International Economics », 1983, 113 p.

Cet ouvrage du professeur Charles Doran est un autre produit d'une collaboration de longue date entre l'Institut de recherches politiques et la « School of Advanced International Studies » de l'Université John Hopkins. Incidemment, l'Institut de recherches politiques de Montréal créé en 1972 cherche à favoriser la compréhension et la discussion publique des questions d'envergure nationale, controversées ou non. Cet ouvrage rencontre sans contredit les objectifs de l'Institut puisqu'il traite de l'interdépendance commerciale et culturelle entre le Canada et les États-Unis. C'est un thème très étudié puisqu'aucune relation entre deux pays ne fait l'objet de recherches plus approfondies et plus diversifiées que celle entre le Canada et les États-Unis.

Cette étude est le résultat d'une approche fort innovatrice de l'examen de l'autonomie politique et culturelle du Canada d'une part, qui préoccupe de manière permanente plusieurs régions du Canada, et de l'interdépendance commerciale d'autre part. À l'aide de méthodes avant tout quantitatives, on examine plusieurs grandes questions de politique, y compris celle des répercussions de l'interdépendance commerciale entre le Canada et les États-Unis sur l'aptitude du Canada à assurer son autonomie politique et culturelle. En tentant de délimiter le cadre du nationalisme canadien à un niveau théorique, et de rendre opérationnelles et quantifiables les variables indépendantes et dépendantes pertinentes au niveau empirique, cet ouvrage innove en matière conceptuelle et méthodologique.

Les conclusions ne sont pas tout à fait décisives, mais quand même intéressantes. Ainsi par rapport à celle des États-Unis, la capacité de développement du Canada a augmenté sensiblement, surtout au cours des années 1970. Mais ce phénomène a commencé vers 1900. L'interdépendance en matière d'échanges et de commerce avec les États-Unis a eu une influence positive sur la croissance de la capacité canadienne. Cependant, l'auteur précise que même si les comparaisons continuent à favoriser le Canada, sa capacité de développement atteindra éventuellement un point de ralentissement.

Quant aux effets de l'interdépendance dans les échanges et dans le commerce sur la capacité d'autonomie culturelle et politique du Canada, les conclusions sont plus nuancées. Ainsi, selon Doran, l'impact culturel est plus sélectif et n'affecte pas toutes les variables culturelles de la même façon.

Enfin, l'analyse se termine par une brève discussion des implications de ces conclusions pour l'élaboration des politiques. Une stratégie visant à optimiser la rentabilité de l'interdépendance en matière d'échanges et de commerce tout en minimisant ou en compensant les conséquences culturelles ou politiques négatives possibles dans certains domaines précis semble être la plus plausible et la plus prudente.

Dans l'ensemble l'ouvrage de Doran est intéressant, car il expose fort bien les nouveaux problèmes. Les hypothèses et les conclusions y sont bien exposées. Mais, comme toute étude à caractère quantitatif, les tableaux sont parfois un peu compliqués et pas toujours accessibles au profane. Or, ceci est très important si l'Institut tient à susciter l'intérêt du public.

Au point de vue des retombées commerciales, les résultats sont très convaincants et il n'est nullement question de douter de la situation très positive du Canada vis-à-vis des États-Unis. C'est surtout, comme le précise Doran d'ailleurs, au niveau des impacts culturels que le phénomène de l'influence américaine est plus complexe. Pour rassurer les natio-